

Interventionnisme de l'opinion publique et intervention de l'Etat face aux inégalités sociales. Une analyse multiniveau de l'évolution des attitudes économiques en Europe entre 1990 et 2008.

Frédéric Gonthier

Résumé

A partir des données de la European Values Survey, ce texte montre que le rejet du libéralisme économique n'est pas un épiphénomène issu de la crise de 2007, mais une tendance de fond qui traverse l'Union européenne depuis les années 1990. En examinant les attitudes à l'égard de l'Etat, on met en évidence que la quasi-totalité des Européens sont devenus plus interventionnistes entre 1990 et 2008. Les caractéristiques économiques et politiques des individus exerçant ici une influence conjointe, on souligne que la vulnérabilité sociale est une condition nécessaire mais non suffisante du soutien à l'Etat. On observe aussi plusieurs convergences entre les niveaux micro et macrosociologique : de même que les Européens les plus vulnérables sont les plus favorables à l'Etat, les Européens vivant dans les pays les plus inégalitaires développent plus volontiers des attentes sociales. Mais l'homologie n'est pas toujours vérifiable : la demande d'Etat semble notamment augmenter avec le développement économique et les dépenses sociales des pays de l'Union européenne.

L'opinion publique européenne entre antilibéralisme et social-libéralisme

L'enquête sur les Valeurs des Européens¹ (*European Values Survey*) permet d'analyser de façon détaillée les attitudes économiques des Européens et leur évolution dans le temps. Depuis la seconde vague lancée en 1990 dans 29 pays, le questionnaire invite les répondants à se situer sur une série d'échelles bipolaires posées « en batterie », les unes après les autres². Ces échelles en 10 points présentent deux orientations économiques contraires, l'une caractéristique d'une position libérale, l'autre plutôt typique d'une position interventionniste. Trois questions peuvent être rattachées au libéralisme économique classique, dont elles mettent en perspective les grands principes doctrinaux : la concurrence, la propriété privée et la libre entreprise. Elles sont formulées de la façon suivante :

- « La concurrence est une bonne chose. Elle pousse les gens à travailler dur et à trouver de nouvelles idées » vs « La concurrence est dangereuse. Elle conduit à développer ce qu'il y a de pire chez les gens ».
- « La propriété privée des entreprises et des industries devrait être développée » vs « La nationalisation des entreprises et des industries devrait être développée ».
- « L'Etat devrait donner plus de liberté aux entreprises » vs « L'Etat devrait contrôler plus sérieusement les entreprises ».

¹ L'EVS interroge les comportements et les attitudes par rapport aux grands domaines de la vie (famille, travail, relations sociales, religion, politique, économie...) dans 47 pays d'Europe. Depuis la première vague en 1981, l'enquête a été répétée à trois reprises (1990, 1999 et 2008), avec un questionnaire identique dans un nombre croissant de pays. 70 000 personnes ont répondu à la dernière enquête, dont plus de 3000 en France.

² Ces échelles rendent possible l'expression d'opinions plus nuancées que les échelles d'accord classiques. Le nombre pair de modalités empêche de choisir la valeur centrale comme refuge.

Trois autres questions concernent le rôle et l'implication des personnes dans la vie économique. Elles appréhendent davantage le degré d'accord avec la composante individualiste du libéralisme économique.

- Une question a pour thème la responsabilité dans la prise en charge des besoins individuels : « Les individus devraient avoir davantage la responsabilité de subvenir à leurs propres besoins » vs « L'Etat devrait avoir davantage la responsabilité d'assurer à chacun ses besoins ».
- Une autre, les efforts individuels et les inégalités salariales : « Il faudrait encourager davantage les efforts individuels » vs « Les revenus devraient être plus égalitaires ».
- Une dernière question a trait aux contraintes sociales et aux attitudes à l'égard des chômeurs : « Les chômeurs devraient être obligés d'accepter tout emploi disponible ou bien perdre leur indemnité de chômage » vs « Les chômeurs devraient avoir le droit de refuser un emploi qui ne leur convient pas ».

La **figure 1** porte sur l'ensemble des 23 pays de l'Union européenne présents dans les trois vagues d'enquête³. Elle permet de saisir de façon globale l'évolution des attitudes économiques entre 1990 et 2008. On peut constater que les opinions les plus libérales en matière économique – regroupant ici les réponses comprises entre 7 et 10 – ont plutôt tendance à reculer. Ce recul est beaucoup plus prononcé sur les questions concernant les piliers doctrinaux du libéralisme économique. Tout se passe comme si les Européens interrogés exprimaient une défiance grandissante à l'égard de l'économie de marché comme mode d'allocation optimale des richesses.

Les opinions favorables à la libre entreprise passent ainsi de 40 à 36 % entre 1999 et 2008. Les opinions favorables à la propriété privée refluent de près de 15 points entre 1990 et 2008. A cette date, les Européens sont seulement 39 % à considérer qu'il faudrait développer la propriété privée. Des analyses complémentaires mettent en évidence que l'adhésion à la propriété privée des moyens de production a reculé dans toute l'Union européenne, particulièrement dans les pays scandinaves ou orientaux comme la Hongrie, l'Estonie, la Finlande ou l'Autriche. Dans les pays d'Europe Occidentale comme le Portugal, l'Italie ou la France, le reflux est moins fort.

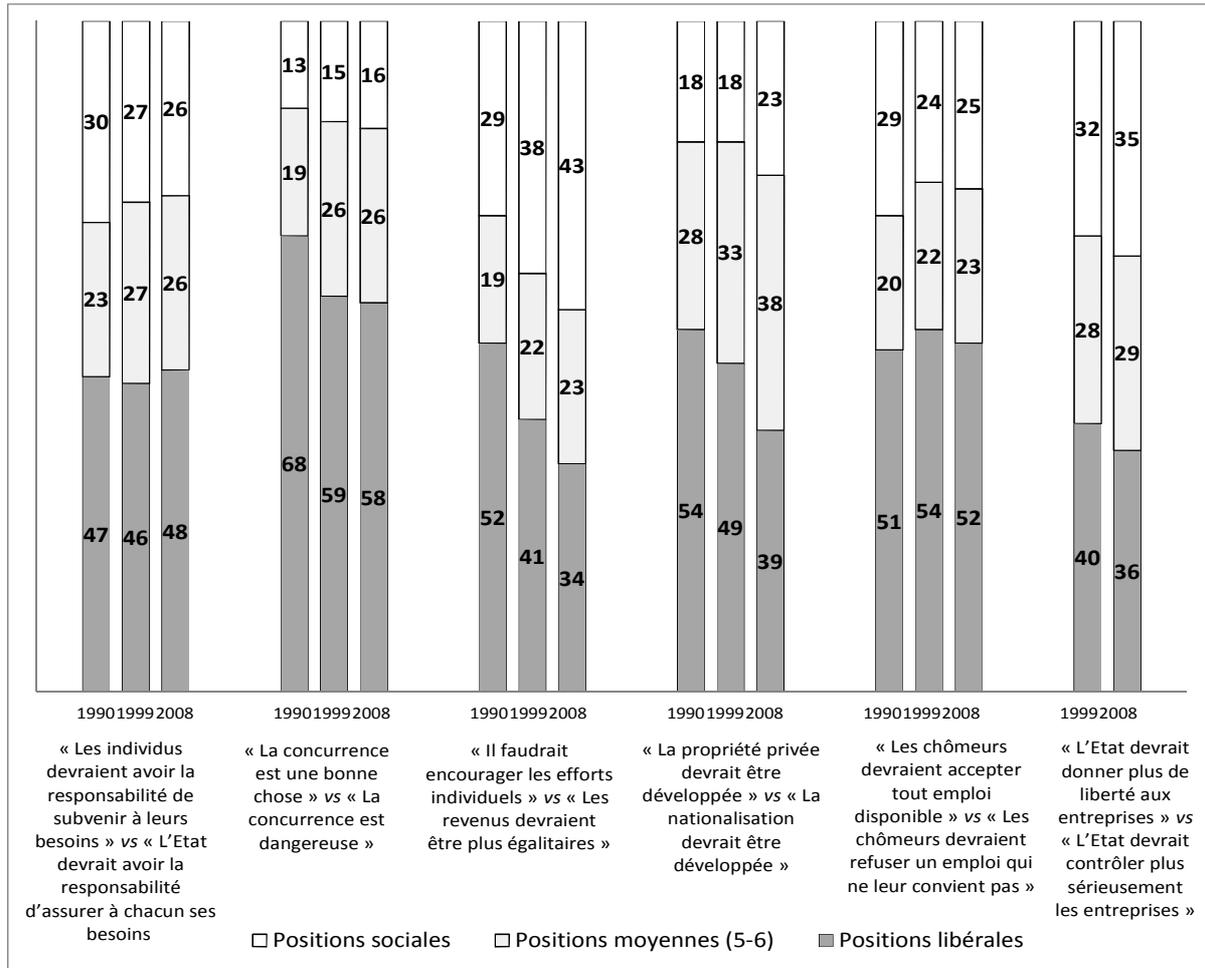
La tendance est également à la baisse si l'on considère l'antithèse entre efforts individuels et égalité salariale. La préférence pour des salaires plus égaux a progressé dans la plupart des pays pauvres d'Europe de l'Est (Roumanie, République Tchèque ou Slovaquie), mais aussi dans les pays riches d'Europe du Nord (comme la Suède, l'Estonie ou la Finlande). Il en va de même pour la concurrence (-9 points), dont les vertus ont surtout décliné à l'Est (Hongrie, Estonie, Lettonie, Lituanie ou Finlande) et à l'Ouest (Espagne, France et Belgique), mais à laquelle 58 % des Européens restent tout de même favorables en 2008.

Les deux derniers items donnent une impression trompeuse de stabilité dans le temps. Ils connaissent en fait des évolutions très différentes selon les pays. La question sur la prise en charge par l'Etat des besoins individuels laisse ainsi apparaître un clivage entre les

³ Il s'agit des pays suivants : Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovaquie, Espagne, Suède et Royaume-Uni. Chypre, la Grèce et le Luxembourg, absents de l'enquête en 1990, n'ont pas pu être intégrés dans les comparaisons. Malte a été écarté en raison de la petite taille de l'échantillon en 1990 (n= 393).

régimes sociaux-démocrates (Danemark, Suède, Finlande, Autriche, Italie, Belgique et France) où elle tend à progresser, et les régimes libéraux (Grande-Bretagne et Irlande) où elle tend à l'inverse à régresser. La question sur les droits des chômeurs semble obéir à une logique identique. L'opinion selon laquelle « les chômeurs devraient être obligés d'accepter tout emploi disponible » recule au Danemark, en Suède et Finlande. Elle est stable dans les pays de type « corporatiste-conservateur » au sens d'Esping-Andersen (1990) (Autriche, Italie, Espagne, Belgique, France). Mais elle gagne du terrain dans les pays de type libéral ainsi qu'à l'Est.

Figure 1. Evolution des attitudes économiques dans l'Union européenne (1990-1999-2008)



Note : la question sur la place que l'Etat devrait laisser des entreprises n'a été posée qu'à partir de 1999.

Plusieurs autres questions de l'enquête viennent corroborer la progression tendancielle de l'antilibéralisme économique en Europe. La confiance dans les grandes entreprises a par exemple reculé de 13 points entre 1990 et 2008, passant de 48 à 35 %. A l'inverse, la confiance dans les syndicats a progressé de façon ininterrompue depuis 1990 pour atteindre 40 % en 2008 (+7 points). Cette évolution recouvre toutefois d'importantes différences entre pays. Plusieurs anciens pays du bloc soviétique (Bulgarie, Hongrie, Pologne et République tchèque) présentent par exemple des niveaux de confiance très bas sur les deux indicateurs ; ce qui s'explique probablement par la conjugaison entre un faible taux de syndicalisation et une moindre adhésion à certains fondamentaux de l'économie de marché,

comme la propriété privée des moyens de production. En Espagne et en Suède, où les taux de syndicalisation sont très différents (71 contre 16 % en 2007 selon l'OIT), la confiance aux syndicats et la confiance aux grandes entreprises ont reculé dans les mêmes proportions depuis 1990.

On peut faire un constat similaire en ce qui concerne la confiance dans les grandes fonctions économiques et sociales de l'Etat. Contredisant l'idée reçue d'une crise des institutions publiques et de l'Etat-providence, près des 2/3 des Européens déclarent avoir confiance dans l'« administration », le « système d'enseignement » et le « système de sécurité sociale »⁴. La tendance générale sur ces items est d'ailleurs à la hausse, particulièrement entre 1999 et 2008. Mais cette tendance n'est pas généralisable à tous les pays de l'Union européenne. Dans certains pays de l'Est (Pologne, Bulgarie et Hongrie) et du Nord de l'Europe (Autriche, Finlande et Suède), la confiance dans les trois institutions est plutôt en recul.

La question sur la préférence entre égalité et liberté constitue un autre indicateur de la montée en puissance de l'antilibéralisme économique⁵. L'attachement à l'égalité a fortement progressé entre 1990 et 2008 : les Européens interrogés en 2008 sont 42 % à déclarer préférer l'égalité à la liberté, alors qu'ils étaient 36 % en 1999 et en 1990. Cette progression est particulièrement marquée dans certains pays inégalitaires du point de vue du coefficient de Gini, comme la Hongrie, l'Italie et au nord-est de l'Europe (Lettonie, Estonie). Mais elle touche également des pays plus égalitaires comme la Finlande ou la Belgique. L'attachement à l'égalité a en revanche tendance à reculer dans certains pays très inégalitaires, qu'ils soient riches comme l'Irlande et les Pays-Bas, ou plutôt pauvres comme la Roumanie et la Bulgarie.

Ces premiers résultats renvoient finalement une image contrastée des attitudes économiques des Européens. D'un côté, l'antilibéralisme, l'attachement à l'Etat-providence et la demande d'égalité connaissent une nette augmentation. Mais d'un autre côté, comme Forsé et Parodi (2005) l'ont montré sur les données EVS de 1999, les opinions favorables au libéralisme économique sont le plus souvent majoritaires et paraissent bien ancrées. Autrement dit, si l'antilibéralisme progresse dans la plupart des pays de l'Union européenne, l'opinion dominante semble plutôt se fixer autour d'un modèle de type « social-libéral ». Elle combine une demande croissante d'Etat avec un niveau d'adhésion somme toute élevé aux fondamentaux de la doctrine économique libérale, et notamment une forte valorisation de l'implication individuelle en matière économique. Le caractère non systématique des préférences économiques apparaît encore plus nettement lorsqu'on examine la distribution croisée des opinions. Les répondants qui adoptent une position sociale sur une question n'adoptent pas forcément la même position sur une autre question (**figure 2**).

⁴ Dans l'enquête, ces questions sont formulées ainsi : « Pour chacune des institutions que je vais vous citer, voulez-vous me dire dans quelle mesure vous avez une grande confiance, une certaine confiance, peu de confiance ou pas confiance du tout ? ». On a regroupé ici les deux items « grande confiance » et « certaine confiance ».

⁵ Le libellé est le suivant : « Laquelle de ces deux opinions est la plus proche de la vôtre ? A : Je trouve que la liberté et l'égalité sont également importantes. Mais s'il fallait choisir l'une ou l'autre, je considérerais que la liberté est plus importante, c'est-à-dire que chacun puisse vivre en liberté et se développer sans contrainte. B : Certainement la liberté et l'égalité sont importantes. Mais s'il fallait que je choisisse, je considérerais que l'égalité est plus importante, c'est-à-dire que personne ne soit défavorisé et que la différence entre les classes sociales ne soit pas aussi forte ».

Au total, ces premiers résultats indiquent que les Européens ne sont pas « idéologues »⁶ : leurs préférences libérales et antilibérales en matière économique coexistent plus qu'elles ne s'excluent. Ces résultats illustrent aussi le fait que les individus ont tendance à adhérer à des principes de justice distributive très variés (Deutsch, 1985), souvent contradictoires (Dubet et al, 2006), et qu'ils sont par conséquent susceptibles d'accepter plusieurs formes de redistribution ou d'intervention étatique. Mais ces logiques composites de réponse renvoient peut-être aussi à des aspects différents du libéralisme économique.

Figure 2. Combinaisons des opinions antilibérales au sein de l'Union européenne (2008. 23 pays).

	La nationalisation devrait être développée (7-10)	La concurrence est dangereuse (7-10)	L'Etat devrait avoir davantage la responsabilité d'assurer à chacun ses besoins (7-10)	Les chômeurs devraient avoir le droit de refuser un emploi qui ne leur convient pas (7-10)	Les revenus devraient être plus égalitaires (1-4)	L'Etat devrait contrôler plus sérieusement les entreprises (7-10)
La nationalisation devrait être développée (7-10)		31	48	45	38	70
La concurrence est dangereuse (7-10)	52		52	51	37	64
L'Etat devrait avoir davantage la responsabilité d'assurer à chacun ses besoins (7-10)	39	30		39	44	55
Les chômeurs devraient avoir le droit de refuser un	33	30	40		44	48
Les revenus devraient être plus égalitaires (1-4)	25	16	27	25		36
L'Etat devrait contrôler plus sérieusement les entreprises (7-10)	41	28	40	35	44	
Ensemble	23	16	26	25	43	35

Lecture : En 2008, 52 % des Européens qui considèrent la concurrence comme dangereuse sont aussi favorables aux nationalisations. Par contre, seulement 37 % d'entre eux pensent que les revenus devraient être plus égalitaires.

La multidimensionnalité des attitudes économiques

Une manière d'analyser les variations sur le long terme de l'opinion publique est de construire une mesure synthétique qui agrège des questions issues d'enquêtes réalisées à des dates différentes, mais dont les libellés sont suffisamment similaires pour être rapprochés. James Stimson a ainsi élaboré un indice longitudinal – le « Policy Mood » – afin de rendre compte de l'évolution dans le temps des grandes dispositions générales de l'opinion publique américaine, et de mesurer leurs liens avec l'état de l'économie ou avec les résultats électoraux (Stimson, 1999 ; Stimson, 2007).

Cette approche a donné lieu à une importante littérature, cherchant tantôt à mieux expliquer les mouvements du *Mood* (Erikson, MacKuen et Stimson, 2002), tantôt à raffiner la perspective en élaborant des indices plus spécifiques (sur la sophistication politique, Enns et Kellstedt, 2008). Plus récemment, la méthode a été appliquée à l'étude des attitudes économiques en France. Elle a permis d'identifier une forte montée, depuis le milieu des années 1990, du soutien public à une régulation de l'économie par l'Etat. On a ainsi pu constater qu'à la veille de l'élection présidentielle de 2012, les attentes sociales et économiques avaient atteint dans l'opinion un niveau inégalé depuis la fin des années 70 (Tiberj, 2011).

⁶ Sur le caractère non idéologique de l'opinion publique, voir Converse, 1964. Et des opinions à l'égard de l'Etat en particulier, Feldman et Zaller, 1992, p. 293.

Néanmoins, en réduisant l'ensemble des opinions à un indice unique, ce type d'approche tend à masquer la multidimensionnalité des préférences collectives⁷. Pour apprécier dans quelle mesure les attitudes économiques s'organisent autour de dimensions potentiellement distinctes, une analyse en composantes principales (ACP) a été réalisée sur un fichier cumulant les données EVS de 1990, 1999 et 2008⁸. Ce fichier inclut les 23 pays de l'Union européenne présents dans les trois vagues d'enquête. Il est composé d'échantillons nationaux de taille égale (environ 1000 individus par pays pour chaque vague) afin de ne pas biaiser l'analyse statistique en donnant plus de poids aux pays avec le plus d'habitants (comme l'Allemagne, la France ou le Royaume-Uni). L'analyse en composantes principales a ainsi été appliquée à un jeu de données qui contient un total de 68472 individus.

La **figure 3** montre que les attitudes économiques des Européens renvoient à trois dimensions distinctes. La première, représentée par le facteur 1, peut être qualifiée d'« interventionnisme » : elle regroupe surtout les questions concernant le contrôle de l'Etat sur l'économie. Cette dimension peut être considérée comme la plus saillante au niveau européen puisqu'elle explique 20 % de la variabilité du nuage de points. Les questions sur le dilemme entre égalité vs liberté et les droits des chômeurs sont corrélées positivement, mais plus faiblement, à cette dimension. Ce qui signifie que les Européens favorables à un rôle important de l'Etat ont tendance à privilégier l'égalité sur la liberté, et à considérer que les chômeurs devraient pouvoir refuser une offre d'emploi qui ne leur convient pas. Interventionnisme et égalitarisme semblent donc, dans une certaine mesure, aller de pair.

La seconde composante, qui restitue 18 % de l'inertie, se démarque de la première en résumant les questions relatives à la confiance dans les institutions. On retrouve ici un point déjà établi empiriquement : la confiance dans les institutions sociales et dans les institutions politiques constitue un phénomène cumulatif (voir par exemple pour la France, Cahiers du CEVIPOF, 2011). Un individu qui déclare avoir confiance dans un type d'institution sera aussi enclin à déclarer avoir confiance dans un autre type d'institution ; et inversement. C'est notamment le cas de la confiance dans les syndicats et de la confiance dans les grandes entreprises qui sont fortement et positivement corrélées.

La troisième dimension est principalement définie par la question concernant la politique des revenus et l'égalité salariale. Elle est structurée par l'opposition entre d'un côté les Européens qui pensent que les revenus devraient être plus égalitaires, et d'un autre côté les Européens qui pensent qu'il faudrait encourager davantage les efforts individuels. La question sur les droits des chômeurs est aussi associée négativement – quoique plus faiblement – à cette dimension. C'est dire que les Européens qui valorisent l'égalisation des revenus ont plutôt tendance à considérer que les chômeurs devraient accepter un emploi qui ne leur convient pas. La demande d'égalité semble ainsi renvoyer à une attente de cohésion sociale, illustrée ici par l'idée selon laquelle les chômeurs contribuent à la solidarité

⁷ Erikson, MacKuen et Stimson (2002, pp. 205-219) envisagent toutefois, à côté d'une première dimension opposant libéralisme (au sens anglo-américain) et conservatisme, l'existence d'une seconde dimension renvoyant aux aspects plus sociaux et plus moraux des problèmes publics. Stimson (2007, pp. 76-84) est plus nuancé et voit dans cette seconde dimension, une dimension résiduelle de la première.

⁸ Les analyses présentées dans cette partie prolongent, à l'échelle européenne, Degeorges et Gonthier, 2012. L'opérationnalisation statistique proposée doit beaucoup aux réflexions méthodologiques amorcées pour cette première étude. Le choix de l'ACP par rapport à l'ACM tient à la nature des variables utilisées (échelles en 10 points), mais aussi aux difficultés posées par l'effet Guttman en analyse géométrique des données (Chanvri, 2009).

collective en acceptant un emploi qui ne leur convient pas. La troisième composante de l'ACP ferait par conséquent plutôt signe vers une logique de réciprocité (au sens d'un équilibre entre contributions et rétributions sociales) que vers une logique d'égalité théorique (au sens où chacun reçoit la même rétribution, indépendamment de sa contribution) ; ce que confirme d'ailleurs la corrélation assez modérée entre cette composante et le fait de préférer l'égalité à la liberté.

Figure 3. Structure des attitudes économiques dans l'Union européenne (1990-1999-2008)

	Facteur 1	Facteur 2	Facteur 3
La nationalisation des entreprises et des industries devrait être développée	0,66		
L'Etat devrait avoir davantage la responsabilité d'assurer à chacun ses besoins	0,65		-0,19
La concurrence est dangereuse	0,64		
Les chômeurs devraient avoir le droit de refuser un emploi qui ne leur convient pas	0,42	-0,14	-0,58
Indice de confiance dans les fonctions sociales de l'Etat		0,80	
Une très grande confiance dans les grandes entreprises	-0,19	0,66	-0,15
Une très grande confiance dans les syndicats	0,22	0,69	
Les revenus devraient être plus égalitaires	0,28		0,70
L'égalité est plus importante que la liberté	0,40		0,45
Pourcentage de variance expliquée	20	18	12

Note : l'indice de confiance dans les fonctions sociales de l'Etat résume, sous la forme d'une échelle additive, les questions sur la confiance dans l'administration, le système d'enseignement et le système de sécurité sociale (α de Cronbach = 0,65).

L'hypothèse des « publics parallèles »

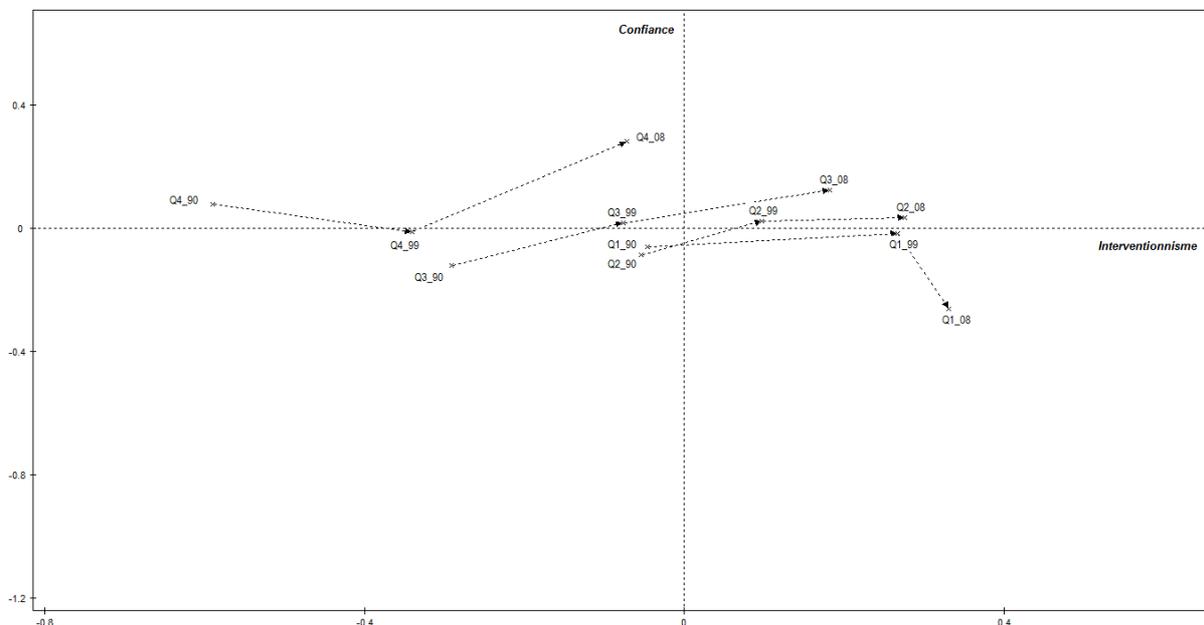
L'ACP comporte une ambiguïté : elle laisse penser que « l'opinion publique européenne » constitue une totalité susceptible de changer dans le temps de manière uniforme. Or, les groupes sociaux ont des intérêts, des expériences, des environnements et des capacités d'influence différentes, lesquels mettent en jeu des représentations, des valeurs et des attentes souvent divergentes. Les préférences à l'égard de l'Etat sont ainsi « encadrées » (Brooks et Manza, 2007) dans des positions, des situations et des contextes sociaux. L'hypothèse à examiner est donc la suivante : dans quelle mesure la montée de l'interventionnisme que l'on observe au niveau agrégé se vérifie-t-elle au niveau des sous-publics qui composent l'opinion ? En d'autres termes, les groupes sociaux ont-ils changé dans le même sens leurs préférences à l'égard de l'Etat depuis 1990 ?

L'idée selon laquelle il existerait des mouvements similaires au sein de l'opinion a été formalisée par deux politologues américains, Benjamin Page et Robert Shapiro (1992). Examinant l'évolution entre 1972 et 1990 des opinions des Américains à l'égard d'un ensemble de questions sociales, ils concluent que « les différents groupes sociaux n'ont *tendance* [souligné par les auteurs] à modifier leurs préférences ni très souvent ni de manière très différente. Parmi la plupart d'entre eux, les opinions tendent à changer (ou à ne pas changer) à peu près de la même manière : dans la même direction et sensiblement dans les mêmes proportions au même moment » (traduction personnelle).

Cette hypothèse des « publics parallèles » semble bien étayée par les données EVS. Plusieurs plans factoriels présentés ci-dessous montrent que les groupes sociaux deviennent plus interventionnistes entre 1990 et 2008. C'est notamment le cas :

- selon le genre, même si à chaque vague d'enquête la demande d'Etat paraît plus forte chez les femmes que les hommes.
- selon l'âge, bien que les répondants âgés de 45 à 59 ans soient toujours les plus enclins à l'interventionnisme.
- selon les revenus du ménage⁹ : quelle que soit l'année, le degré d'interventionnisme paraît inversement proportionnel au revenu, mais les différents groupes de revenus évoluent de façon parallèle sur l'axe horizontal (**figure 4**).
- et selon l'orientation politique¹⁰ : en 2008 comme en 1999 et en 1990, les répondants de gauche sont beaucoup plus interventionnistes que les répondants de droite, du centre ou que les répondants qui refusent de se situer sur l'échelle gauche-droite. Tous les groupes idéologiques se déplacent néanmoins dans le même sens et développent davantage d'attentes à l'égard de l'Etat (**figure 5**).

Figure 4. Evolution des attitudes interventionnistes selon les revenus du ménage (1990-1999-2008)



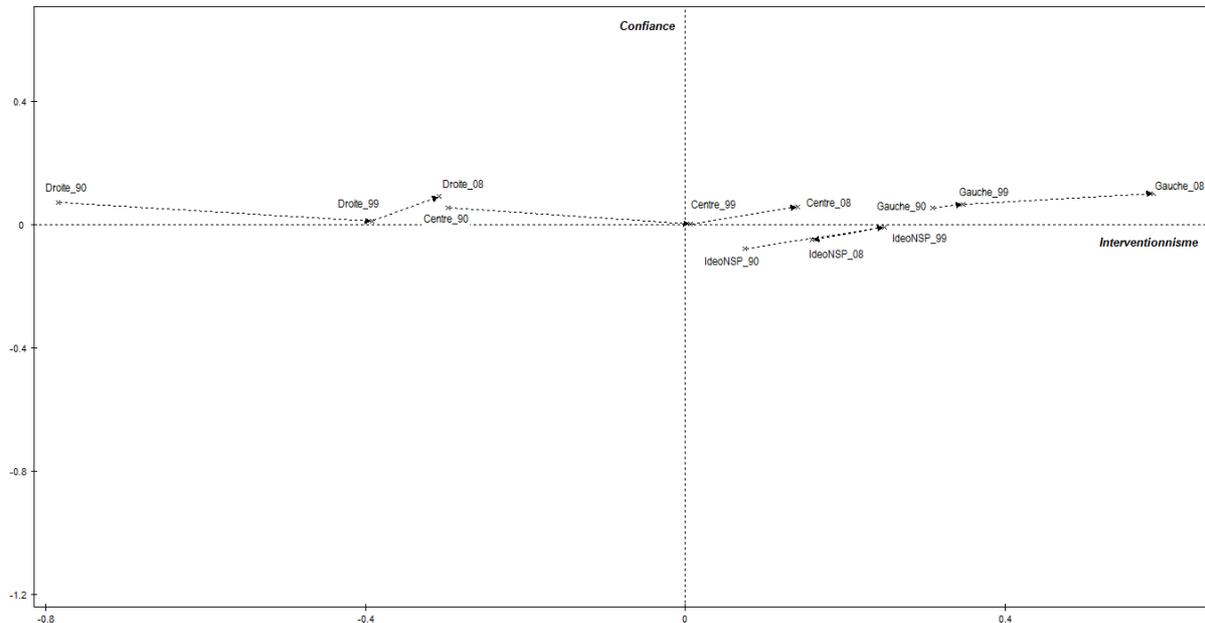
Lecture : plus un point est situé à l'est du plan factoriel, plus il exprime une attitude interventionniste. Et plus un point est situé au nord, plus il manifeste une attitude confiante. Par exemple, les répondants vivant dans un ménage aisé en 2008 (Q4_08) sont plus interventionnistes et plus confiants que leurs homologues en 1999 (Q4_99).

Note : les modalités ont été introduites comme modalités illustratives ; i.e. elles n'entrent pas en compte dans la construction des dimensions. Pour le genre, l'âge, l'âge de fin d'études et le statut d'emploi, les résultats vont dans le même sens.

⁹ Les revenus disponibles du ménage, initialement documentés en parité de pouvoir d'achat et en déciles, ont été réduits en quartiles respectivement notés Q1, Q2 Q3 et Q4. Une modalité de « sans réponse » (QSR) a été créée pour conserver les individus concernés.

¹⁰ Les effectifs situés à l'extrême-gauche et à l'extrême-droite sont de taille trop modeste dans chacun des pays pour qu'il soit possible d'isoler ces répondants. En revanche, les enquêtés qui refusent de se positionner sur l'échelle gauche-droite (*IdéoNSP*) sont suffisamment nombreux (13,6 % de l'échantillon cumulé) pour être comparés aux autres groupes idéologiques. Les enquêtes qui ne répondent pas à cette question (*IdéoSR*) représentent 10 % de l'échantillon cumulé. Ils sont analysés dans la partie suivante.

Figure 5. Evolution des attitudes interventionnistes selon l'orientation politique (1990-1999-2008)



Intérêts vs valeurs : une fausse antinomie ?

Pour clarifier les effets sur l'interventionnisme des caractéristiques liées aux individus et aux pays, plusieurs modèles multiniveaux ont été estimés. Ce type de modèles, adapté à l'analyse de données hiérarchisées, permet de répondre à deux questions qui peuvent être énoncées ainsi : les attitudes interventionnistes sont-elles mieux expliquées par les différences entre les pays européens que par les différences à l'intérieur de ces pays ? Comment ces attitudes varient-elles d'un pays à un autre, une fois prises en compte certaines caractéristiques inhérentes aux pays et aux individus qui les composent ?

Le principe de l'analyse multiniveau peut être décomposé en différentes étapes (Bressoux, 2008). La première étape consiste à estimer un modèle dit « vide ». Ce modèle compare le pourcentage de variance d'une variable dépendante¹¹ expliqué par le niveau individuel, et le pourcentage de variance expliqué par un (ou plusieurs) niveau agrégé (**figure 6**, modèle 1). On peut calculer ici que 97 % des variations de l'interventionnisme sont imputables aux individus, alors que seulement 3 % sont à attribuer aux pays¹². Ce premier résultat indique que les attitudes interventionnistes dépendent beaucoup plus des différences entre les Européens que des différences entre les pays de l'Union européenne. Il permet ainsi de relativiser les thèses culturalistes, lesquelles présupposent souvent que les préférences collectives sont très homogènes et varient davantage d'un pays à un autre que d'un individu à un autre (Brooks et Manza, 2007).

¹¹ La variable dépendante correspond ici aux coordonnées/corrélations factorielles des individus sur le premier facteur de l'ACP. Centrée par l'ACP, sa moyenne et sa médiane sont égales à 0. Ses valeurs sont comprises entre un minimum de -3,8 et un maximum de +5,2. L'écart-type est de 1,33.

¹² La part de variance expliquée par chaque niveau d'analyse se calcule en rapportant sa variance à la variance totale. Soit $1,733/(1,733+0,046)*100 = 97\%$ pour la variance inter-individus. Et $0,046/(1,733+0,046)*100 = 3\%$ pour la variance entre pays.

L'étape suivante de l'analyse multiniveau est d'introduire dans le modèle plusieurs variables indépendantes afin de mesurer différents effets fixes au niveau individuel. Ces effets fixes correspondent ici aux paramètres habituels d'une régression linéaire. Par exemple, le modèle 3 vise à évaluer l'impact sur l'interventionnisme du genre, de l'âge, du niveau de revenus du ménage, du statut d'emploi, de l'orientation politique et de la vague d'enquête. Le modèle 3 est plus performant que le modèle vide. Les six variables indépendantes expliquent environ 1/10^{ème} de la variance intra-pays des scores d'interventionnisme, et 15 % de la variance inter-pays de ces mêmes scores¹³. Autrement dit, elles rendent compte d'une portion modeste, mais non négligeable pour ce type d'analyse, des différences entre individus et entre pays.

Les modèles 2, 3, 4 et 5 donnent les coefficients non standardisés (β) de caractéristiques sociodémographiques introduites sous la forme de variables « muettes » (l'absence ou la présence de chaque modalité est codée 0 ou 1 ; la dernière modalité, exclue du modèle, sert alors de référence). On peut ainsi recomposer facilement l'équation de la droite de régression. L'ordonnée à l'origine correspond à la valeur β de la constante du tableau, tandis que la pente est indiquée par la valeur β pour une variable indépendante. L'effet sur l'interventionnisme de chaque variable indépendante se lit alors selon l'équation suivante : *valeur prédite d'interventionnisme = constante + β* .

¹³ La part de variance inter-individus est de 1,581 alors qu'elle s'élevait à 1,733 dans le modèle vide. Ce qui représente une réduction de $((1,733-1,581)/1,733)*100 = 9 \%$. Le gain de variance inter-pays expliquée se calcule de la même façon : $((0,046-0,039)/0,046)*100 = 15 \%$.

Figure 6. Modèles multiniveaux expliquant l'interventionnisme par différentes caractéristiques des individus et des pays de l'Union européenne

	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 4	Modèle 5
Effets fixes	Coef p-value				
Constante	0,001	-1,07***	-1,39***	-2,40***	-2,62***
Variables individuelles					
Femme (réf. homme)		0,21***	0,20***	0,20***	0,20***
18-29 ans (réf. 60+)		0,05**	0,02	0,02	0,02
30-44 ans		0,11***	0,07***	0,07***	0,07***
45-59 ans		0,17***	0,14***	0,14***	0,14***
Moins 30h (réf. à son compte)		0,45***	0,39***	0,39***	0,39***
Plus 30h		0,38***	0,34***	0,35***	0,35***
Sans emploi		0,78***	0,72***	0,73***	0,73***
Inactif		0,40***	0,36***	0,37***	0,37***
Retraité		0,50***	0,45***	0,45***	0,45***
Q1 (réf. Q4)		0,42***	0,38***	0,43***	0,72***
Q2		0,35***	0,32***	0,33***	0,65***
Q3		0,22***	0,20***	0,19***	0,39***
QSR		0,15***	0,14***	0,17***	0,45***
Gauche (réf. Droite)			0,87***	0,87***	1,32***
Centre			0,40***	0,40***	0,63***
IdéoNSP			0,52***	0,53***	0,82***
IdéoSR			0,43***	0,47***	0,57***
Gauche*Q1 (réf. Gauche*Q4)					-0,62***
Gauche*Q2					-0,61***
Gauche*Q3					-0,41***
Gauche*QSR					-0,62***
Centre*Q1 (réf. Centre*Q4)					-0,29***
Centre*Q2					-0,33***
Centre*Q3					-0,20***
Centre*QSR					-0,30***
IdéoNSP*Q1 (réf. IdéoNSP*Q4)					-0,36***
IdéoNSP*Q2					-0,41***
IdéoNSP*Q3					-0,30***
IdéoNSP*QSR					-0,40***
IdéoSR*Q1 (réf. IdéoSR*Q4)					-0,22**
IdéoSR*Q2					-0,22**
IdéoSR*Q3					-0,08
IdéoSR*QSR					-0,08
Variables agrégées					
EVS 1999 (réf. EVS 1990)		0,22***	0,20***	0,22***	0,21***
EVS 2008		0,36***	0,34***	0,35***	0,34***
PIB+ (réf. PIB+++ en 2008)				0,82***	0,82***
PIB++				0,47***	0,47***
PIBEvol++ (réf. PIBEvol+ - Δ 1990-2008)				0,00	0,00
PIBEvol+++				0,68***	0,70***
TxChômage+++ (réf. TxChômage+ et ++ en 2008)				0,23***	0,23***
DépSociales+++ (réf. DépSociales+ et ++ en 2008)				0,32**	0,32**
DépSocialesEvol+ (réf. DépSocialesEvol++ - Δ 2000-2008)				-0,30***	-0,30***
DépSocialesEvol+++				0,46***	0,47***
GINI++ (réf. GINI+ en 2008)				-0,27*	-0,27*
GINI+++				0,48***	0,48***
GINI++++				0,23*	0,23*
Effets aléatoires					
Niveau 1 (individus) : Variance intra-pays (erreur type)	1,733 (0,009)	1,658 (0,009)	1,581 (0,009)	1,559 (0,008)	1,552 (0,008)
Niveau 2 (pays) :					
Variance des constantes (erreur type)	0,046 (0,014)	0,041 (0,012)	0,039 (0,012)	0,216 (0,067)	0,212 (0,067)
Variance des pentes (erreur type)				0,034 (0,010)	0,034 (0,010)
Covariance constantes-pentes (erreur type)				-0,084 (0,026)	-0,083 (0,026)
N (individus)	68472	67121	67121	67121	67121
N (pays)	23	23	23	23	23
Déviante	232075,2	224536,6	221312,4	220445,0	220159,0
AIC	232081,2	224572,7	221356,5	220514,9	220261
BIC	232108,6	224736,7	221557	220833,9	220725,8

*** p < 0,001; ** p < 0,01; * p < 0,05

Lecture : Selon le modèle 3, un homme répondant à l'enquête en 1990 et correspondant à la situation de référence (âgé de 60 ans et plus, à son compte, vivant dans un ménage à hauts revenus et situé à droite) sera situé à -1,39 sur l'échelle d'interventionnisme. Une femme (+ 0,2) entre 45 et 59 ans (+ 0,14), sans emploi (+ 0,72), vivant dans un ménage à bas revenus (+ 0,38), située à gauche (+ 0,87) et répondant en 2008 (+ 0,34) verra son score d'interventionnisme augmenter de 2,65 points et passer à 1,26.

Selon le modèle 4, si une femme qui présente les mêmes caractéristiques vit dans un pays où le PIB est faible (+ 0,82) et a augmenté modérément entre 1999 et 2008 (0,00), mais où les dépenses de protection sociale sont fortes (+ 0,32) et se sont fortement accrues entre 2000 et 2008 (+ 0,46), où le taux de chômage en 2008 (+ 0,23) et les inégalités de revenus sont les plus élevées (+ 0,23), elle verra son score d'interventionnisme s'élever à nouveau de 2,06 points.

Dans la littérature sociologique, les attitudes économiques sont souvent appréhendées sous l'angle de la rationalisation *ex post*. Elles permettraient surtout aux individus de justifier leurs intérêts objectifs. Ces justifications seraient plus ou moins complexes selon le contexte, les acteurs en présence, les ressources matérielles ou symboliques dont disposent les individus... Elles seraient également plus ou moins explicites selon les intentions des individus, le degré auquel ils ont conscientisé leurs intérêts et les moyens qu'ils peuvent mobiliser pour les défendre... La relation entre intérêts et attitudes est alors pensée comme circulaire ou « pratique » (Bourdieu, 1980) : les intérêts engendrent les attitudes, lesquelles viennent en retour légitimer les intérêts qui les informent.

A l'échelle internationale, les études empiriques menées sur la perception du rôle de l'Etat confirment que les individus ont tendance à développer des préférences économiques conformes à leurs intérêts personnels ou à la représentation qu'ils s'en font (Svallfors, 1997 sur 8 pays ; Edlund, 1999 sur la Norvège et les Etats-Unis ; pour la France, Gonthier, 2011). Mais elles soulignent également qu'à côté des intérêts, des éléments relatifs aux valeurs peuvent entrer en ligne de compte (sur l'opposition entre intérêts et valeurs, voir notamment Sears et al., 1990 ; Sears et Funk, 1990). Qu'en est-il ici ?

La **figure 7** présente les coefficients les plus significatifs pour les variables estimées dans le modèle 3. Elle constitue une illustration statistiquement robuste (i.e. « toutes choses égales par ailleurs ») des tendances qu'on a vu se dessiner sur les mappings de l'ACP. On observe tout d'abord que le genre a un effet très significatif sur l'interventionnisme, les hommes étant moins favorables que les femmes à un rôle croissant de l'Etat dans la vie économique. Ce résultat confirme les analyses sur la plus grande propension des femmes à soutenir l'Etat social. Dans la littérature, cette propension est généralement expliquée par la division sexuelle des sentiments moraux, qui conduirait les femmes à développer des dispositions empathiques, à manifester davantage de solidarité envers autrui et donc à être plus enclines à l'égalité et la redistribution (Arts et Gelissen, 2001). Mais l'interventionnisme des femmes peut aussi s'expliquer dans certains cas par leur situation de dépendance objective à l'égard de l'Etat : plus souvent employées par l'Etat ou bénéficiaires privilégiées de certaines aides sociales, elles adhèreraient plus volontiers aux politiques publiques dont elles sont susceptibles de bénéficier (Sainsbury, 1996).

La relation entre l'âge et le niveau d'interventionnisme se présente sous la forme d'une courbe « en cloche » : le fait d'avoir entre 30 et 44 ans ou entre 45 et 59 ans, plutôt que 60 ans ou plus, tend à accroître le score d'interventionnisme (d'1/10^{ème} de point, par exemple, pour les 45-59 ans). Les 18-29 ans ne se distinguent pas significativement des 60 ans et plus. Ce résultat concorde avec le plus fort libéralisme économique des jeunes que l'on peut observer en France et qui traduit sans doute leur distance relative au monde

économique et à ses contraintes (Gonthier, 2012). L'intensité des coefficients reste toutefois assez modérée et invite à nuancer l'impact de l'âge sur l'interventionnisme.

L'effet du statut d'emploi est en revanche bien plus net. Comparés aux travailleurs indépendants, tous les Européens ont une plus forte probabilité d'endosser une attitude interventionniste. C'est particulièrement le cas des chômeurs : le fait d'être sans emploi augmente ainsi de 0,72 points le score d'interventionnisme, contre la moitié (+ 0,36 points) pour le fait d'être inactif (au foyer, en études...). On peut voir dans cette tendance une illustration de la dépendance des chômeurs vis-à-vis de l'Etat ; leur soutien à l'intervention étatique exprimant alors surtout un soutien au traitement du chômage par des politiques publiques dont ils pourraient profiter personnellement. Mais on peut également l'interpréter comme manifestant une adhésion plus profonde au programme institutionnel qui sous-tend l'Etat social.

La relation entre les revenus du ménage et le niveau d'interventionnisme est une relation linéaire mais décroissante : plus les revenus disponibles sont élevés, moins la demande d'Etat est marquée. Les Européens qui vivent dans un ménage vulnérable sont donc les plus favorables à l'Etat (+ 0,38 points) ; ce qui peut aussi bien traduire un accord avec les valeurs véhiculées par l'Etat, que la croyance selon laquelle une intervention croissante de l'Etat conduirait à une amélioration de leur situation économique par des politiques redistributives.

L'analyse multiniveau étant réalisée sur un jeu de données agrégeant plusieurs enquêtes, des variables binaires correspondant aux vagues d'enquête ont été estimées. Ces variables permettent de contrôler l'effet du contexte sociopolitique et socioéconomique lié à chacune des enquêtes. Elles permettent également d'avoir une mesure de l'évolution dans le temps des préférences économiques, plus fine et plus solide statistiquement que les plans factoriels présentés plus haut. La **figure 7** montre que le fait d'être en 2008 ou en 1999 plutôt qu'en 1990 accroît significativement la probabilité de développer des attentes fortes à l'égard de l'Etat. Toutes les variables indépendantes étant tenues constantes, les Européens sont donc plus interventionnistes en 1999 qu'en 1990, et plus interventionnistes en 2008 qu'en 1990.

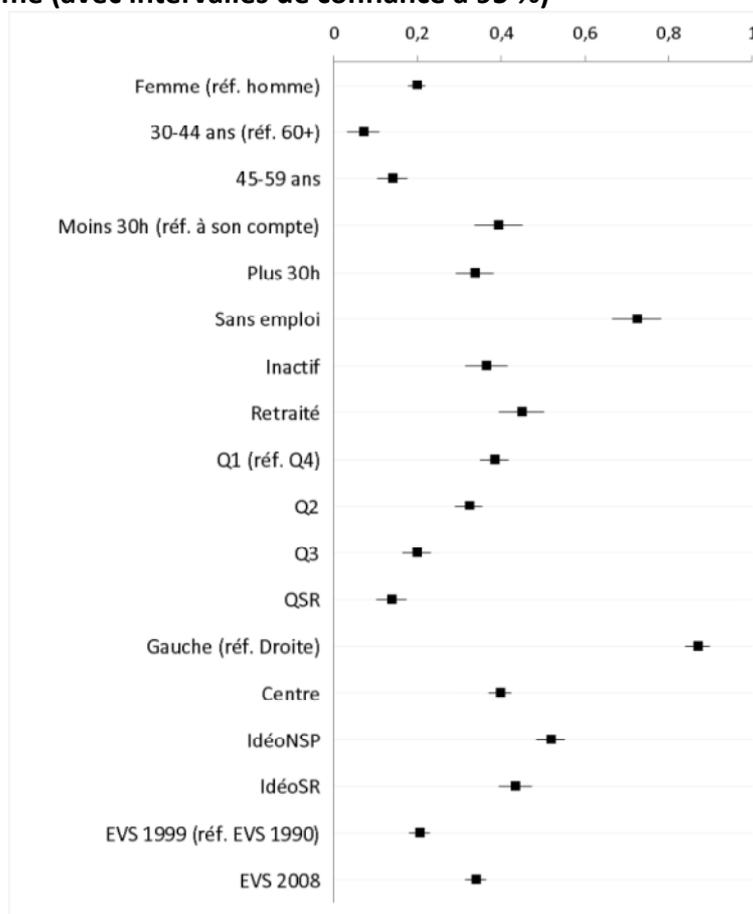
On sait que l'appartenance politique est susceptible d'exercer une influence importante sur les attitudes économiques (pour la France, voir Forsé et Galland, 2011). Des personnes avec une orientation politique différente peuvent par exemple, à revenu égal ou à situation professionnelle égale, développer des préférences économiques très divergentes. Contrairement au schéma circulaire énoncé plus haut, les orientations symboliques peuvent donc moduler les intérêts personnels, et amortir leur influence sans nécessairement les légitimer.

Le modèle 3 est intéressant à examiner dans cette perspective. Il permet de tester l'hypothèse d'un effet propre des valeurs politiques, et de comparer l'importance de cet impact avec l'impact de l'intérêt personnel (mesuré ici à travers le niveau de revenus et la situation socioprofessionnelle). On voit tout d'abord, en comparant les modèles 2 et 3, que l'introduction de la variable d'orientation politique ne modifie fortement ni la significativité ni la magnitude des coefficients des autres variables explicatives ; ce qui tend à confirmer que l'idéologie et l'intérêt ont une influence spécifique sur les attitudes à l'égard de l'Etat. On voit ensuite que l'orientation politique est un aussi bon prédicteur de l'interventionnisme – voire un meilleur – que le revenu ou le statut d'emploi. Autrement dit, les Européens les

plus vulnérables sont plus interventionnistes que les Européens les moins vulnérables ; mais le fait d'être à gauche plutôt qu'à droite conduit à valoriser plus fortement le rôle économique de l'Etat. Précisément, il augmente de 0,87 points le score d'interventionnisme par rapport à la situation de référence. Les Européens qui ne se positionnent pas politiquement ressemblent d'ailleurs davantage aux gens de gauche et aux gens du centre : ils sont beaucoup plus enclins à l'interventionnisme que les gens de droite.

On constate finalement que l'opposition souvent invoquée dans la littérature entre idéologie et intérêt ne résiste pas à l'examen empirique. Rejoignant les conclusions de Sears et Funk (1991) sur l'influence conjointe des intérêts économiques et des valeurs politiques, nos résultats montrent que le fait d'être sans emploi et le fait d'être de gauche ont tous les deux un impact important mais distinct sur les attitudes interventionnistes. I.e. que leurs effets respectifs sont d'une intensité forte et comparable lorsqu'on contrôle le genre, l'âge, les revenus des répondants et la vague d'enquête.

Figure 7. Effets propres de différentes caractéristiques individuelles et agrégées sur l'interventionnisme (avec intervalles de confiance à 95 %)



La figure 7 ne renseigne cependant pas sur la façon dont les caractéristiques économiques et idéologiques sont susceptibles d'interagir. Le positionnement politique peut en effet jouer comme une variable modératrice sur la relation entre interventionnisme et intérêt individuel. On a ainsi montré qu'en France, les gens de gauche, même avec des niveaux de revenus très différents, avaient des opinions sur le rôle de l'Etat beaucoup plus uniformes que les gens de droite (Degeorges et Gonthier, 2012). Le **modèle 5** met ce constat

à l'épreuve en estimant, en plus de leurs effets principaux sur la demande d'Etat, un effet d'interaction entre l'orientation politique et les revenus.

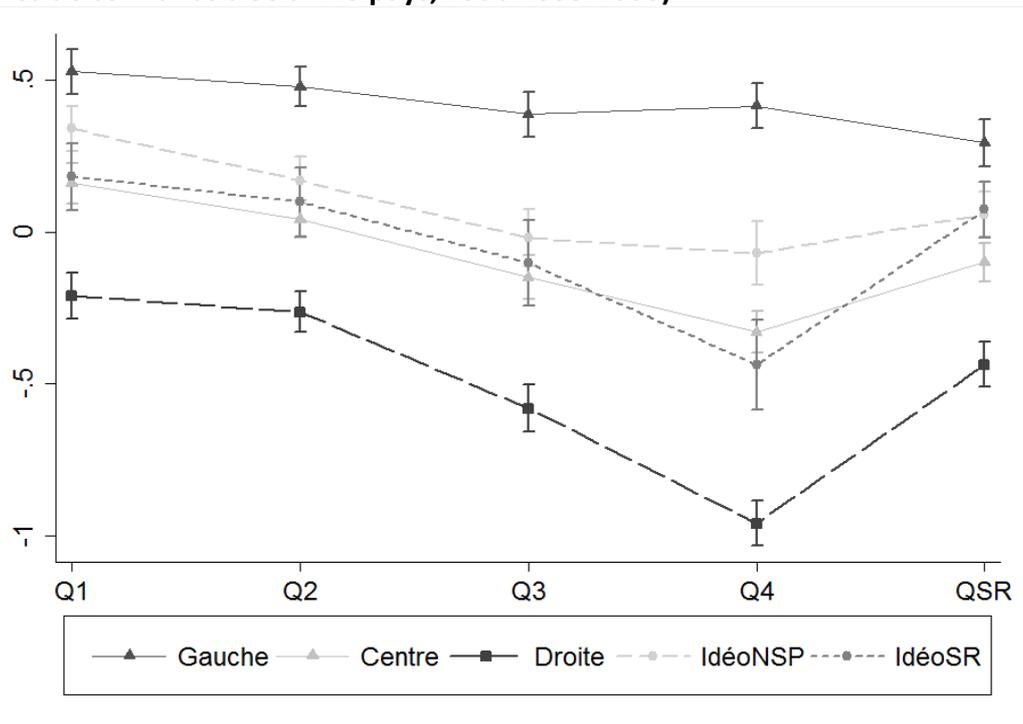
La **figure 8** représente les prédictions linéaires pour ces deux variables. Elle met en évidence que les Européens de droite sont d'autant moins interventionnistes qu'ils sont favorisés économiquement, tandis que le soutien à l'Etat des Européens de gauche est beaucoup plus homogène et ne varie que faiblement selon le niveau de revenus. L'orientation politique semble bien amortir, chez les Européens de gauche les plus favorisés, l'influence de l'intérêt : leur idéologie les conduit ici à endosser des opinions favorables à l'Etat alors même que leur niveau de revenus « devrait » les inciter à être moins interventionnistes¹⁴. Les Européens de droite développent quant à eux des préférences plus conformes à leur idéologie (à revenu égal, ils sont nettement moins interventionnistes que leurs homologues de gauche) et à leurs intérêts (ils sont d'autant plus interventionnistes qu'ils ont des revenus élevés ; l'anti-interventionnisme étant même très marqué parmi les plus riches d'entre eux).

Il est également intéressant de noter que les Européens qui refusent de se situer sur l'échelle gauche-droite (*IdéoNSP*) ou qui ne répondent pas à cette question (*IdéoSR*), ont un niveau d'interventionnisme assez similaire aux Européens proches du centre. Les premiers ressemblent toutefois davantage aux gens de gauche (leur niveau d'interventionnisme varie assez peu selon leur niveau de revenus), alors que les seconds s'apparentent plutôt aux gens de droite et sont d'autant moins favorables à l'Etat qu'ils sont riches.

Ces résultats tendent à démontrer que la vulnérabilité sociale est une condition nécessaire mais non suffisante de l'interventionnisme. Comme l'ont suggéré Hasenfeld et Rafferty (1989) à partir d'un plus petit échantillon (i.e. 682 habitants de Détroit interrogés en 1983), les valeurs politiques tendent à médialiser les intérêts objectifs des individus. Elles peuvent donc venir moduler fortement leurs attentes à l'égard de l'Etat. Nos résultats invitent également à reconsidérer la littérature sur le déclin du « vote de classe » (voir par exemple Cautrès et Mayer, 2010). Contrairement à l'idée reçue selon laquelle le rôle de l'Etat ne constituerait plus un marqueur idéologique fort depuis le tournant libéral amorcé par la gauche européenne au cours des années 1980, on constate que le clivage entre les Européens de gauche et les Européens de droite quant à l'intervention de l'Etat est loin de s'effacer. Et que les groupes idéologiques sont en fait tout aussi polarisés en 2008 qu'ils pouvaient l'être en 1999 ou en 1990.

¹⁴ La relation entre idéologie et intérêt n'est peut-être pas aussi dissonante qu'attendu si l'on tient compte de la pluralité des représentations que les individus peuvent avoir de leurs intérêts. Les gens de gauche les plus favorisés peuvent par exemple considérer qu'un Etat fort entraîne une prospérité économique dont ils bénéficient personnellement. Plus largement, les recherches en psychologie sociale sur les émotions « déontiques » ont montré que les individus peuvent avoir intérêt (moralement) à valoriser des opinions désintéressées (matériellement) (Finkelstein, Oberlé et Gachenot, 2006).

Figure 8. Interventionnisme par groupe idéologique et selon le niveau de revenus (avec intervalles de confiance à 95 %. 23 pays, 1990-1999-2008)



Lecture : Une valeur positive indique une orientation interventionniste, une valeur négative une orientation anti-interventionniste.

Note : Les prédictions linéaires ont été calculées ici pour la partie à effets fixes du modèle 5¹⁵. Les valeurs prédites correspondent à la moyenne des effets marginaux individuels pour un sous-groupe donné et peuvent être interprétées en termes d'écart moyen à la moyenne.

Micro et macro-indicateurs d'inégalités : les homologues entre niveaux et leurs limites

La dernière étape d'une analyse multiniveau consiste généralement à estimer les effets fixes de variables indépendantes documentées au niveau agrégé (par exemple des données démographiques ou économiques par pays). Il s'agit alors de voir dans quelle mesure ces variables expliquent la variance entre agrégats, et si leur pouvoir prédictif est plus important que les variables indépendantes renseignées au niveau individuel.

L'un des principaux défis pour l'analyse comparative des attitudes économiques est d'arriver à lier les changements au niveau micro et au niveau macrosocial. Cette difficulté tient en partie aux données d'opinion, qui ne sont pas construites pour être mises en regard des grandes tendances sociétales. De ce point de vue, si les questions de la *European Values Survey* permettent d'appréhender le rôle de l'Etat en général, il est délicat de les mettre directement en relation avec les évolutions des politiques publiques ou des agrégats économiques nationaux.

Mais la difficulté tient aussi à la possibilité de disposer de macro-indicateurs appropriés et renseignés de façon exhaustive. Les grandes organisations internationales (Banque Mondiale, Commission européenne, OCDE, OIT, ONU) et leurs agences statistiques fournissent aujourd'hui plusieurs indicateurs globaux de richesse et d'inégalités. Ces indicateurs sont toutefois peu adaptés pour approcher le degré de libéralisme économique

¹⁵ Les résultats sont similaires avec les prédictions ajustées pour les effets fixes et aléatoires.

des sociétés européennes (Gadrey et Jany-Catrice, 2005 ; Lebaron, 2011). Et ils restent très mal documentés sur la longue durée¹⁶. Les problèmes sont similaires avec les sources plus académiques. Le *Comparative Welfare States Data Set*, vaste base de données comparative issue d'un programme de recherche initié par l'Université Northwestern, inclut par exemple des informations très détaillées sur les institutions publiques et les séquences de gouvernement ; mais elle a été mise à jour pour la dernière fois en 2004.

Comparer les évolutions au niveau micro et au niveau macrosocial est un enjeu important pour notre analyse. Les attitudes à l'égard de l'Etat sont-elles liées au niveau de richesse et au niveau d'inégalités des différents pays de l'Union européenne ? Dans quelle mesure dépendent-elles du degré de libéralisme économique de ces pays ? Pour tenter de répondre à ces questions, on a utilisé deux indicateurs classiques de richesse (le PIB par habitant de 1990 à 2008, source PNUD) et d'inégalités (le coefficient de Gini en 2008, source Eurostat-SILC). Deux autres macro-indicateurs ont été utilisés. Les dépenses de protection sociale par habitant en 2008 (source Eurostat) permettent d'apprécier les différences nationales en termes de régulation étatique. Le taux de chômage en 2008 (PNUD) permet d'interroger, de façon complémentaire, les attentes en termes de protection étatique. Ces indicateurs ont été codés sous la forme de terciles ou de quartiles, allant de la valeur la moins à la plus importante pour l'ensemble des 23 pays analysés. Ce codage vise à tester l'hypothèse d'une relation non linéaire avec les attitudes interventionnistes. Les macro-indicateurs ont été introduits sous la forme de variables binaires pour pouvoir être comparés aux autres variables explicatives.

Le **modèle 4** présente les macro-indicateurs dont l'impact sur l'interventionnisme est le plus significatif, une fois contrôlées les mêmes caractéristiques sociodémographiques que dans le modèle 3. Selon les critères statistiques courants (AIC et BIC), le modèle 4 s'ajuste mieux aux données que les deux précédents. L'introduction des macro-indicateurs fait également monter à 12 % $((0,216/0,216) + 1,559)$ la variance inter-pays expliquée par le modèle. C'est dire que ces macro-indicateurs rendent compte de plus de 10 % des différences observables entre pays. Autrement dit, une part non négligeable des variations des attitudes interventionnistes au niveau des pays dépend des inégalités globales entre ces pays¹⁷.

A la différence du modèle 3 à constantes aléatoires (i.e. les pays peuvent prendre des valeurs différentes sur l'interventionnisme, mais les droites qui les représentent sont « contraintes » et restent parallèles), le modèle 4 est un modèle multiniveau complet. Il

¹⁶ Eurostat ne renseigne par exemple le coefficient de Gini pour l'ensemble des pays de l'Union européenne qu'à partir du milieu des années 2000.

¹⁷ L'introduction des macro-indicateurs fait en revanche augmenter la variance des constantes au niveau agrégé. Ce qui se traduit par un gain négatif (en termes de variance expliquée) par rapport au modèle précédent $((0,039-0,216)/0,039)*100 = -447\%$. Bien que le principe d'un gain explicatif négatif contrarie l'idée qu'on peut avoir d'un modèle explicatif, ce résultat ne doit pas surprendre. Comme le souligne Pascal Bressoux (2008, p. 314), une augmentation de la variance au niveau 2 « est le plus susceptible de se produire quand la plus grande partie, voire la quasi-totalité de la variance résiduelle se répartit sur l'un des niveaux impliqués dans l'analyse. En ce cas, l'introduction d'une ou plusieurs variables explicatives peut conduire à réduire la variance résiduelle du niveau où la variance résiduelle est importante mais à augmenter la variance résiduelle du niveau où la variance résiduelle est faible ». C'est très exactement le cas ici. La quasi-totalité de la variance résiduelle (97 %) est située, on l'a vu, au niveau des individus. L'introduction des macro-indicateurs fait donc nettement augmenter la variance au niveau des pays (0,216 dans le modèle 3), alors que celle-ci était faible au départ (0,046 dans le modèle vide).

estime les droites de régression avec constantes et pentes aléatoires. Précisément, on a laissé les coefficients des pentes des droites de régression varier ici d'un pays à l'autre en fonction de la vague d'enquête. On a testé, autrement dit, une hypothèse différentielle en autorisant la relation entre l'interventionnisme et les pays à varier selon le contexte de l'enquête. Ce qui revient à prendre au sérieux le fait que les attitudes interventionnistes peuvent avoir une signification différente, non seulement d'un pays à un autre, mais aussi à un moment ou à un autre dans ces pays.

Le premier résultat à relever est que les Européens vivant dans un pays où le PIB est peu élevé (*PIB+*) ou moyennement élevé (*PIB++*) en 2008, sont plus interventionnistes que ceux qui vivent dans un pays où le PIB est très élevé (**figure 9**). Ce résultat peut être interprété de la façon suivante : les habitants d'un pays dont les performances macroéconomiques sont mauvaises, vont chercher à compenser ces contre-performances et privilégier un Etat généreux socialement (Brooks et Manza, 2007).

Le constat est similaire avec le taux de chômage (même si la magnitude du coefficient est plus modeste) : les répondants des pays avec un fort taux de chômage en 2008 (*TxChômage+++*) développent davantage d'attentes à l'égard de l'Etat que les autres Européens. Cette relation concorde avec les résultats de Blekesaune et Quadagno (2003). On peut faire avec eux l'hypothèse qu'un taux de chômage élevé entraîne une certaine sympathie de l'opinion publique à l'égard des chômeurs. Que les individus pensent eux-mêmes être exposés au risque du chômage ; qu'ils aient une plus forte probabilité d'être en contact avec une personne touchée par le chômage ; ou encore que les élites politiques mettent plus volontiers cette question à l'agenda.

Sur ces deux premiers macro-indicateurs, les tendances au niveau agrégé sont cohérentes avec les tendances au niveau individuel : de même que les individus les plus défavorisés économiquement sont les plus enclins à l'interventionnisme, les pays les moins favorisés (en termes de PIB par habitant et de taux de chômage) sont aussi ceux où l'interventionnisme est le plus marqué.

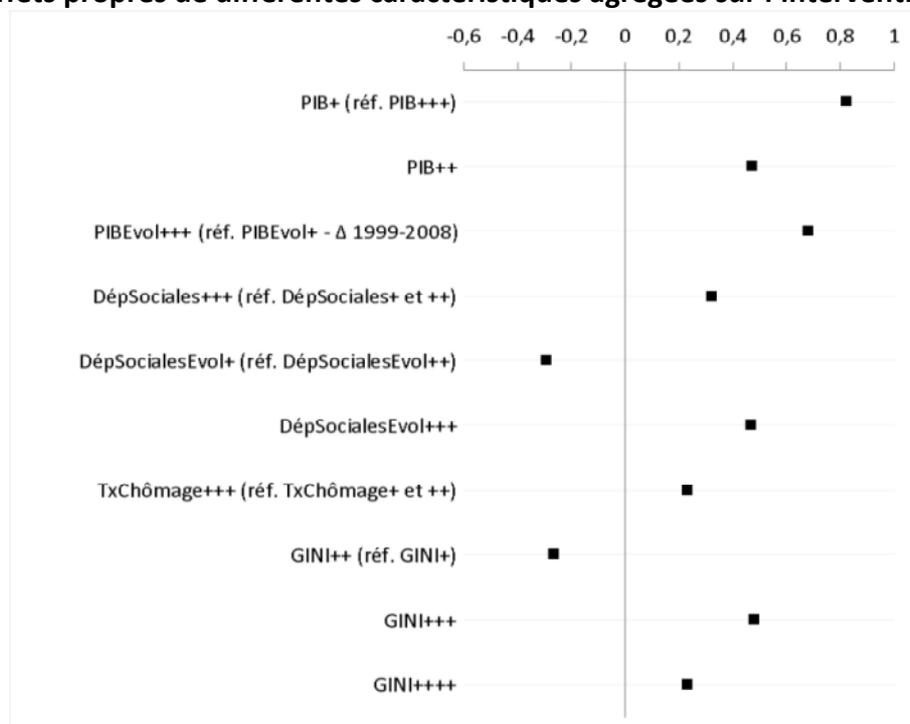
La relation entre l'interventionnisme et le montant des dépenses de protection sociale par habitant en 2008 est plus complexe. On pourrait croire que l'interventionnisme et les dépenses sociales varient de façon inverse. La demande d'Etat étant d'autant moins forte qu'un pays alloue une part importante de ses ressources à la protection sociale, et répond ainsi aux attentes des individus en matière d'interventionnisme. Les résultats montrent à l'inverse que l'interventionnisme atteint le niveau le plus haut dans les pays où les dépenses sociales sont les plus importantes (*Dépsociales+++*). Ce résultat suggère que les attentes à l'égard de l'Etat ne dépendent pas directement du volume des ressources publiques, mais qu'elles sont peut-être plus sensibles à d'autres facteurs, comme par exemple la manière dont ces ressources sont employées.

Les différences entre pays sont encore plus nettes si l'on examine l'évolution dans le temps des macro-indicateurs. On pourrait imaginer qu'à défaut d'être lié linéairement au montant des dépenses de protection sociale, l'interventionnisme serait tempéré par leur évolution à la hausse. Les pays investissant dans la protection sociale parviendraient ainsi à répondre progressivement aux attentes sociales des individus. Là encore, les résultats du modèle 3 sont contre-intuitifs : c'est parmi les répondants des pays où les dépenses de protection sociale ont le plus augmenté depuis 2000 (*DépSocialesEvol+++*) que l'interventionnisme est le plus prononcé. Il est même moins fort dans les pays où les

dépenses sociales ont le moins augmenté¹⁸ (*DépSocialesEvol+*), comparativement aux pays où elles ont moyennement progressé. Tout se passe donc comme si une forte hausse des dépenses sociales conduisait à demander davantage d'Etat, et une faible hausse des dépenses sociales à en demander moins.

L'impact de l'évolution du PIB semble obéir à la même logique. Alors qu'on pourrait s'attendre à ce que la demande d'Etat soit plus faible dans les pays dont le niveau de richesses s'est le plus accru entre 1999 et 2008, c'est au contraire dans ces pays que l'interventionnisme est le plus marqué (*PIBEvol+++*) eu égard aux pays où le PIB a le moins progressé. Ce résultat n'est pas sans confirmer que les attentes sociales sont relativement élastiques et peuvent en fait se combiner de façon très variable avec le niveau de richesses des pays. D'un côté, ce sont bien les répondants des pays les plus pauvres d'Europe qui sont les plus interventionnistes (*PIB+*). Mais d'un autre côté, les répondants sont plus interventionnistes lorsqu'ils vivent dans un pays qui devient plus riche (*PIBEvol+++*).

Figure 9. Effets propres de différentes caractéristiques agrégées sur l'interventionnisme



Note : les intervalles de confiance ne sont pas représentés pour les macro-indicateurs. L'inférence statistique n'a pas vraiment de sens ici puisqu'on dispose des valeurs pour une population exhaustive de pays.

Au total, on n'observe pas de relation simple et parfaitement linéaire entre le degré d'interventionnisme et le degré de richesses ou d'inégalités des pays d'Europe. Le coefficient de Gini, qui mesure l'inégale distribution des revenus dans un pays, fournit une très bonne illustration de la complexité du lien entre inégalités et demande d'Etat. Comparativement aux pays les plus égalitaires (i.e. où le Gini est le plus bas en 2008 – *GINI+*), c'est dans les pays les plus inégalitaires (i.e. où le Gini est le plus élevé – *GINI+++* et *GINI++++*) que les Européens développent le plus d'attentes à l'égard de l'Etat.

¹⁸ Voire où les dépenses sociales ont baissé ; ce qui est le cas du Royaume-Uni.

Ce résultat contribue à valider l'hypothèse selon laquelle les attentes sociales sont plus affirmées là où les inégalités sont importantes. Il converge encore avec la corrélation qu'on peut identifier, au niveau microsociologique, entre interventionnisme et intérêt individuel : de même que les répondants les moins favorisés sont les plus enclins à l'interventionnisme, les répondants qui vivent dans les pays les plus inégalitaires sont aussi les plus enclins à l'interventionnisme. Pour autant, dans les pays où le Gini est bas mais sans être le plus bas (*GINI++*), les répondants ont tendance à être moins interventionnistes que dans les pays les plus égalitaires (*GINI+*). Les homologues sont donc loin d'être systématiquement vérifiées entre les inégalités au niveau macrosociologique et au niveau microsociologique.

Références bibliographiques

- Arts, W., Gelissen, J., 2001. – « Welfare States, Solidarity and Justice Principles: Does the Type Really Matter? », *Acta Sociologica*, 44/4, p. 283-99.
- Blekesaune, M., Quadagno, J. 2003. – « Public Attitudes toward Welfare State Policies. A Comparative Analysis of 24 Nations », *European Sociological Review*, 19/5, pp. 415-427.
- Bourdieu, P., 1980. – *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit.
- Bréchon, P., 2002. – « Les grandes enquêtes internationales (Eurobaromètres, Valeurs, ISSP) : apports et limites », *L'Année sociologique*, 52, 1, pp. 105-130.
- Bressoux, P., 2008. – *Modélisation statistique appliquée aux sciences sociales*, Bruxelles, De Boeck.
- Brooks, C., Manza, J., 2007. – *Why Welfare States Persist. The Importance of Public Opinion in Democracies*, Chicago et Londres, The University of Chicago Press.
- Cautrès, B., Mayer, N., 2010. – Analyse multidimensionnelle de la classe sociale et de ses effets. In D. Boy, B. Cautrès, N. Sauger (dir.), *Les Français, des Européens comme les autres ?* Paris, Presses de Sciences Po, pp. 153-179.
- Chanvrlil, F., 2009. – « How to deal with scales from 0 to 10 in Geometric Data Analysis? The case of the European Social Survey », texte présenté à la *European Survey Research Association*, juin, Varsovie.
- La confiance dans tous ses états : les dimensions économiques, institutionnelles, sociétales et individuelles de la confiance, 2011. – *Cahiers du CEVIPOF*, 54, Paris, Presses de Sciences Po.
- Converse, P. E., 1964. – The nature of belief systems in mass publics. In D. E. Apter (dir.), *Ideology and discontent*, Londres, Free Press of Glencoe, pp. 206-261.
- Degeorges A., Gonthier F., 2012. – « "Plus ça change, plus c'est la même chose". The Evolution and the Structure of Attitudes toward Economic Liberalism in France between 1990 and 2008 », *French Politics*, 10/3, pp. 233-268.
- Deutsch, M., 1985. – *Distributive justice: A social-psychological perspective*, Yale, Yale University Press.
- Dubet, F., et al., 2006. – *Injustices. L'expérience des inégalités au travail*, Paris, Le Seuil.
- Edlund, J., 1999. – « Trust in Government and Welfare Regimes: Attitudes to Redistribution and Financial Cheating in the USA and Norway », *European Journal of Political Research*, 35/3, pp. 341-370.
- Enns, P. K., Kellstedt, P. M., 2008. – « Policy Mood and Political Sophistication: Why Everybody Moves Mood », *British Journal of Political Science*, 38/3, pp. 433-454.

- Erikson, R. S., MacKuen, M. B., Stimson, J. A., 2002. – *The Macro Polity*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Esping-Andersen, G., 1990. – *The Three Worlds of Welfare Capitalism*, Cambridge et Princeton, Cambridge Polity Press et Princeton University Press.
- Feldman S., Zaller, J., 1992. – « The Political Culture of Ambivalence: Ideological Responses to the Welfare State », *American Journal of Political Science*, 36/1, pp. 268-307.
- Finkelstein, R., Oberlé, D., Gachenot, E., 2006. – « Modulation des règles de la justice distributive : l'impact du groupe, de l'anticipation d'interaction et de la discrimination perçue sur le mode de rétribution des employés », *Revue internationale de psychologie sociale*, 19/1, pp. 17-48.
- Forsé, M., Galland, O. (dir.), 2011. – *Les Français face aux inégalités et à la justice sociale*, Paris, Armand Colin.
- Forsé, M., Parodi, M., 2005. – « Les opinions économiques et leurs raisons dans l'Union européenne », *Revue de l'OFCE*, 92, pp. 193-220.
- Forsé, M., Parodi, M., 2010. – *Une théorie empirique de la justice sociale*, Paris, Hermann.
- Gadrey, J., Jany-Catrice, F., 2005. – *Les nouveaux indicateurs de richesses*, Paris, La Découverte.
- Galland, O., Lemel, Y., 2007. – *Valeurs et cultures en Europe*, Paris, La Découverte.
- Gonthier, F., 2012. – Les jeunes remettent-ils en cause le libéralisme économique ? In O. Galland, B. Roudet (dir.), *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes depuis 30 ans*, Paris, La Documentation française, pp.162-169.
- Hasenfeld, Y., Rafferty, J. A., 1989 – « The Determinants of Public Attitudes toward the Welfare State », *Social Forces*, 67/4, pp. 1027-1046.
- Lebaron, F., 2011. – *Les grands indicateurs sociaux au XXIe siècle*, Paris, Dunod.
- Marsden, P., (dir.) 2012. – *Social Trends in American Life. Findings from the General Social Survey since 1972*, Princeton, Princeton University Press.
- Page, B., Shapiro, B., 1992. – *The Rational Public: Fifty Years of Trends in Americans' Policy Preferences*, Chicago, University of Chicago Press.
- Sainsbury, D., 1996. – *Gender, Equality and Welfare States*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Sears, D. O., Lau, R., Tyler, T., Allen, H., 1980. – « Self-Interest vs. Symbolic Politics in Policy Attitudes and Presidential Voting », *The American Political Science Review*, 74, pp. 670-684.
- Sears, D. O., Funk, C. L., 1990. – « The limited effect of economic self-interest on the political attitudes of the mass public », *Journal of Behavioral Economics*, 19/3, pp. 247-271.
- Sears, D. O., Funk, C. L., 1991. – « The role of self-interest in social and political attitudes », *Advances in Experimental Social Psychology*, 24, pp. 1-91.
- Stimson, J. A., 1999. – *Public Opinion in America. Moods, Cycles and Swings*, Oxford, Westview Press Inc.
- Stimson, J. A., 2007. – *Tides of consent. How Public Opinion Shapes American Politics*, Cambridge, Cambridge University Press Inc.
- Stimson, J. A., Tiberj, V., Thiébaud, C., 2010. – « Le mood, un nouvel instrument au service de l'analyse dynamique des opinions. Application aux évolutions de la xénophobie en France (1990-2009) », *Revue française de science politique*, 60/5, pp. 901-926.
- Svallfors, S., 1997. – « Worlds of Welfare and Attitudes to Redistribution: A Comparison of Eight Western Nations », *European Sociological Review*, 13, pp. 233-304.

Tchernia, J.-F., 2002. – « Les valeurs économiques des Européens face à la mondialisation », *Futuribles*, 277, pp. 81-93.

Tiberj, V., 2011. – Les valeurs sociales et économiques de l'électorat, vu le 06 janvier 2012. <https://sites.google.com/a/iepg.fr/trielec/resultats-analyses/enquetes-pre-electorales/vague-2---octobre-2011/lesvaleurssocialesseteconomiquesdel%E2%80%99ele>